



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement**

Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 NANCY CEDEX

NANCY, le 27/10/2022

**Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/09/2022

**Contexte et constats**

Publié sur



**SAS GRANULATS VICAT**

Carrière de Maizières - Bureau Direction  
Rue du Fort  
54550 MAIZIERES

Référence : GK/NW/1593\_2022

Code AIOT : 0006206174

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2022 dans l'établissement SAS GRANULATS VICAT implanté Bateau Pierre 54700 BLENOD LES PONT A MOUSSON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS GRANULATS VICAT
- Bateau Pierre 54700 BLENOD LES PONT A MOUSSON
- Code AIOT : 0006206174
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société GRANULATS VICAT est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers et une installation de premier traitement des matériaux sur le territoire de Blénod-les-Pont à Mousson, lieux-dits "Bateau Pierre", "Sur hautes rives" et "Au Crouy".

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Eau
- Exploitation
- Sécurité
- Emissions dans l'air
- Emissions sonores

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Eau	Arrêté Préfectoral du 08/08/2003, article 5.1.8	/	Lettre de suite	3 mois
8	Eau	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23	/	Lettre de suite	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bornage	Arrêté Préfectoral du 08/08/2003, article 5.1.2	/	Sans objet
2	Plan	Arrêté Préfectoral du 08/08/2003, article 5.1.2	/	Sans objet
3	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 08/08/2003, article 5.4	/	Sans objet
4	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 08/08/2003, article 5.3.2	/	Sans objet
5	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 08/08/2003, article 5.1.7	/	Sans objet
7	Eau	Arrêté Préfectoral du 08/08/2003, article 5.5.2	/	Sans objet
9	Remblaiement-Eau	Arrêté Préfectoral du 08/08/2003, article 7.5	/	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/08/2003, article 5.2.2	/	Sans objet
12	Sécurité	Arrêté Préfectoral du 08/08/2003, article 5.2.4	/	Sans objet
13	Exploitation	AP Complémentaire du 26/06/2006, article 5.2.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	Sécurité	Arrêté Préfectoral du 08/08/2003, article 5.3.1	/	Sans objet
15	Prévention Pollution	Arrêté Préfectoral du 08/08/2003, article 5.5.1	/	Sans objet
16	Sécurité Incendie	Arrêté Préfectoral du 08/08/2003, article 5.5.5	/	Sans objet
18	Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57	/	Sans objet
20	Bruit	Arrêté Préfectoral du 08/08/2003, article 5.5.8	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de la visite la carrière n'était pas en fonctionnement.

L'exploitation de la carrière est réalisée conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral.

Lors de la visite, l'exploitant a mentionné la découverte d'une zone polluée.

L'exploitant transmettra le rapport d'une étude réalisée conformément à la Méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués de 2017, sous un délai de trois mois à M. le Préfet.

En outre, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la consommation d'eau utilisée pour le traitement des matériaux.

Il est demandé à l'exploitant de justifier sous un délai d'un mois la mise en place de mesures permettant de garantir :

- un débit maximum de prélèvement de 200m<sup>3</sup>/h,
- l'évaluation de la consommation d'eau.

Par ailleurs, la piézométrie de la nappe n'étant pas connue, le nivellement des têtes d'ouvrage devra être effectué et la piézométrie déterminée lors des prochaines campagnes.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : BORNAGE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2003, article 5.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bornage périmètre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de placer : 1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté la présence des bornes se trouvant à l'Ouest de l'installation, visibles et en bon état.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : PLAN

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2003, article 5.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Topographique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Il sera tenu un plan topographique à l'échelle du 1/2000 comportant tous les points bas et points hauts des berges avec un point tous les 50 m dans les chenaux préférentiels d'écoulement.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté la conformité de ce plan.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : REGISTRES ET PLANS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2003, article 5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière est établi. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> Le plan transmis à l'inspection des installations classées a été mis à jour le 06/09/2022 et le dernier relevé date du 22/11/2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : SECURITE DU PUBLIC

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2003, article 5.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 10m limite du périmètre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bords des excavations de la carrière sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté que les bords des excavations de la carrière sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation et d'au moins 50m de la Moselle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2003, article 5.1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Oxyduc
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant se rapprochera d'Air Liquide concernant les contraintes liées à la présence d'oxyduc.
<b>Constats :</b> Le site est concerné par la passage d'un oxyduc sur environ 1 kilomètre dans la partie Nord de la carrière. Le tracé de cet oxyduc est signalé par des panneaux piquetés de part et d'autre du chemin d'accès périphérique. L'inspection des installations classées a pu constater que les abords des excavations de la carrière respectent une bande d'exclusion de part et d'autre du tracé de l'oxyduc.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2003, article 5.1.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Piézomètres-Analyses
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  4 piézomètres seront installés (1 en amont, 2 au milieu et 1 en aval).  Avant toute exploitation, les analyses des eaux souterraines suivantes devront être réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH</li> <li>- Température</li> <li>- MES</li> <li>- DBO5</li> <li>- DCO</li> <li>- Oxygène dissous</li> <li>- HAP (les 6 principaux)</li> <li>- PCB (les 7 principaux)</li> <li>- Les chlorures</li> <li>- Les composés azotés (NO3-, NO2-, NH4+)</li> <li>- Les métaux lourds ( Arsenic, Mercure, Chrome, Cadmium, Zinc, Cuivre, Nickel, Plomb).</li> </ul> <p>Ces analyses seront également réalisées deux fois par an (hautes eaux et basses eaux) pendant toute la durée de l'exploitation ainsi qu'en fin d'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b> Les piézomètres sont installés en nombre et en position conformément à l'Arrêté préfectoral et l'exploitant a produit les résultats des analyses semestrielles des eaux souterraines auxquelles il est tenu par l'arrêté Préfectoral susvisé.</p> <p>Les résultats concernant le fluoranthène, qui est un des six principaux HAP, font l'objet d'un suivi dans le temps avec graphique de 2017 à 2022. Les piézomètres amont et intermédiaires sont sous le seuil de détection alors que le piézomètre aval est à 1,3µg/litre lors de la dernière campagne. A la page 7/34 du rapport du 1<sup>er</sup> semestre 2022, il est mentionné que « <i>la présence de ce qui semble être une ancienne décharge industrielle à proximité du site pourrait avoir une influence sur la qualité de l'eau en aval. A ce jour, la piézométrie de la nappe n'est pas connue (nous ne disposons pas du nivellement des têtes des ouvrages), l'écoulement général devrait être dans le sens Sud/Nord mais des écoulements latéraux sont possibles.</i> »</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a mentionné la découverte d'une zone polluée entre les piézomètres intermédiaires et le piézomètre aval sur laquelle il a arrêté l'extraction. Selon ce dernier, des études permettant de caractériser la pollution et éventuellement les suites à donner sur les actions à mettre en oeuvre devaient lui être communiquées prochainement. A noter que selon l'exploitant, son activité ne serait pas à l'origine de cette pollution.</p> <p>L'exploitant transmettra le rapport de cette étude réalisée conformément à la Méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués, sous un délai de trois mois à M. le Préfet.</p> <p>Par ailleurs, la piézométrie de la nappe n'étant pas connue, le nivellement des têtes d'ouvrage devra être effectué et la piézométrie déterminée lors des prochaines campagnes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : EAU**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2003, article 5.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté la présence d'une aire étanche reliée à un point bas étanche.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : EAU**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prélèvement d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le prélèvement maximum effectué dans le réseau public et/ ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement, sans toutefois dépasser : 200 m <sup>3</sup> /h ni 200 000 m <sup>3</sup> /an pour les installations dont la puissance est supérieure à 550 kW.
<b>Constats :</b> L'exploitant est équipé d'une pompe d'un débit maximum de 300m <sup>3</sup> /h qui permet un prélèvement d'eau à un débit supérieur à celui prescrit à l'article susvisé. Par ailleurs, les éléments transmis par l'exploitant à l'issue de la visite laissent à penser que la quantité d'eau prélevée annuellement est supérieure à celle prescrite par l'Arrêté : l'exploitant aurait communiqué à l'agence de l'eau une quantité de 260 531 m <sup>3</sup> d'eau neuve prélevée pour l'exercice 2021. L'exploitant a indiqué au sujet de l'article 23 de l'Arrêté Ministériel du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (...) pour cette installation, qu'il recycle l'eau prélevée pour cette installation via trois bassins successifs de décantation et que la consommation est très faible en proportion du prélèvement. En l'absence d'un outil de mesure sur le rejet des eaux vers le bassin de décantation, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la consommation réelle.  L'exploitant justifiera sous un délai d'un mois à compter de la réception du présent rapport la mise en place de mesures permettant de garantir : <ul style="list-style-type: none"> <li>• un débit maximum de prélèvement de 200m<sup>3</sup>/h,</li> <li>• l'évaluation de la consommation d'eau.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



## N° 9 : REMBLAIEMENT - EAU

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2003, article 7.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Analyses
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En ce qui concerne le remblaiement avec les produits de dragage, une analyse montrant la nature inerte de ces produits devra être fournie au Service chargé de la police de l'eau. Lors des opérations de remblaiement, une analyse des eaux souterraines devra être fournie mensuellement au service chargé de la police de l'eau. Ces analyses devront comporter les éléments suivants : Température, pH, MES, DBO5, DCO, conductivité, hydrocarbures totaux et composés azotés.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a effectué aucune opération de remblaiement avec des produits de dragage depuis l'ouverture de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : EXPLOITATION

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2003, article 5.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Epaisseur extraction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> - Épaisseur d'extraction maximale: 9 m - cote minimale NGF : 171 m
<b>Constats :</b> Le plan topographique fourni par l'exploitant et mis à jour suite au relevé du 22/11/2021 montre que l'épaisseur d'extraction maximale de 9m et la cote minimale NGF de 171m sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : SECURITE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2003, article 5.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôtures
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les clôtures seront de type 3 fils au maximum avec poteaux espacés de 3 m minimum, sans fondation faisant saillie sur sol naturel.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté la présence des clôtures de type 3 fils.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : EXPLOITATION

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/06/2006, article 5.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Chenal
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 3° L'exploitant devra veiller au bon fonctionnement hydraulique et au nettoyage de ce chenal.
<b>Constats :</b> L'Inspection des installations classées a constaté la présence du chenal dont l'état laisse à penser qu'il est régulièrement entretenu
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 14 : SECURITE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2003, article 5.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pancartes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
<b>Constats :</b> L'Inspection des installations classées a constaté la présence de pancartes signalant les dangers présents au niveau des chemins d'accès et à proximité des zones clôturées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 15 : PREVENTION POLLUTIONS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2003, article 5.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble du site et des abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b> L'Inspection des installations classées a constaté le bon état de propreté du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 16 : SECURITE INCENDIE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2003, article 5.5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le rapport concernant la vérification annuelle des équipements qui n'appelle pas de remarques particulières.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 18 : EMISSIONS DANS L'AIR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'Inspection des installations classées le rapport d'essais réalisé par KALI'AIR faisant le bilan annuel de 2021 des mesures de retombées atmosphériques de poussières. Les quatre campagnes réalisées en 2021 montrent des résultats inférieurs aux valeurs limites de référence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 20 : BRUIT

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2003, article 5.5.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture de la carrière et ensuite périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des niveaux sonores réalisé par GEONESS en novembre 2020 qui conclut : "L'émergence est conforme aux valeurs limites d'émergence définies dans l'arrêté du 23/01/1997, et à l'article 5.5.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation. Les niveaux de bruit en limite de site sont conformes aux valeurs limites définies dans l'arrêté du 23/01/1997 et à l'article 5.5.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation."
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet